

LES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL S'EXPRIMENT...

NOVEMBRE 2019

LES CONTRIBUTIONS PUBLIÉES DANS CES PAGES N'ENGAGENT PAS
LA RÉDACTION DU SITE DE LA VILLE



FRONT DE GAUCHE ET CITOYEN-NES (PCF-PG-FASE)

FIN DU MOIS, FIN DU MONDE : MÊME COMBAT !

→ Éloi
Simon

Depuis plus d'un an, des jeunes partout dans le monde se soulèvent pour assurer un avenir à la planète et aux générations futures. Après des décennies d'alertes sur les risques environnementaux auxquels nous sommes confrontés, le fait que les citoyens (et notamment les plus jeunes) s'emparent de cette question et exigent de leurs responsables politiques des actions et des résultats immédiats est une bonne nouvelle.

La puissance des lobbys est mise au jour, les études scientifiques alertent sans cesse sur l'actualité déjà présente du réchauffement climatique. Ces études montrent aussi que ce sont les plus riches qui sont les plus gros pollueurs de la planète,

que les plus grandes entreprises sont responsables de la casse de la planète et du climat.

Les propos que tient Greta Thunberg, et avec elle des millions de jeunes dans le monde, sont salutaires. Les plus pauvres d'entre nous ne sont pas responsables de la situation, par contre, ce sont eux qui en souffrent le plus. Il ne faut pas une écologie punitive où l'on fasse porter la responsabilité sur les plus pauvres en exonérant les grands groupes et les plus grandes fortunes. Dans une ville populaire comme Gennevilliers, nous avons à cœur de remettre aussi l'écologie au centre de la ville et de la vie, d'assurer un horizon plus sain et plus beau pour tout le monde. Pour cela, il faut exiger que les grandes puissances financières soient contraintes de cesser leur mainmise sur nos vies, sur la planète, pour qu'enfin nous puissions assurer à nos enfants et à nos petits-enfants une vie digne sur une planète sauvegardée ! Contact : groupefdg@ville-gennevilliers.fr



GRUPE SOCIALISTE

LOI MOBILITÉS : PAS DE NOUVEAUX DROITS POUR LES TRAVAILLEURS « UBÉRISÉS »

→ Laurent
Noël

Sous couvert de garantir de nouveaux droits aux travailleurs « ubérisés » à travers des « chartes de bonnes conduites » facultatives, l'article 20 de la loi mobilités vise en réalité à protéger les plateformes contre le risque d'une requalification en contrat de travail.

Ces chartes, en réalité, sont un refus d'appliquer le droit du travail et une volonté de faire échec à la reconnaissance du lien de subordination. Ce faisant, une zone grise est créée entre le salarié et l'indépendant.

En définitive, si le travailleur de plateforme jouit d'une réelle indépendance dans la manière dont il réalise la prestation et dans

la détermination du prix de la prestation, il doit être traité comme un indépendant. En revanche, lorsque la plateforme se comporte comme un véritable employeur en exerçant un contrôle et un pouvoir de sanction, le droit du travail doit lui être appliqué.

Les socialistes appellent à des mesures d'urgence visant à garantir une rémunération minimale et décente du travail (sur la base du Smic), un socle de protection sociale et d'avantage de sécurité dans les relations à la plateforme (préavis de cessation d'activité et dialogue social). Nous demandons également de nouvelles mesures pour lutter contre le recours aux faux indépendants, notamment par le biais d'une régulation accrue du statut d'auto-entrepreneur.

Les élus socialistes de Gennevilliers restent attentifs aux situations précaires que vivent de nombreux Gennevillois concernés par cette « ubérisation ».

Pour nous contacter : groupe.socialiste@ville-gennevilliers.fr ; 01 40 85 63 56



GENNEVILLIERS ÉCOLOGIE

L'IMMIGRATION. UN FAUX SUJET

→ Richard
Merra

Il y a l'objectivité des faits et les manipulations liées aux interprétations. Le combat idéologique instrumentalise le « nombre », cette unité scientifique réputée incontestable. La statistique dont les ordres de grandeurs servent pour impressionner doit renforcer des intuitions fondées sur la méfiance, la peur, la déstabilisation. Cette lutte idéologique est entièrement construite sur la subjectivité.

On affecte les nombres de qualités ou de défauts : « est-ce beaucoup, ou peu ? Est-ce trop ou pas assez ? Est-ce déraisonnable ou raisonnable ? ». Le nombre se mue en jugement moral.

L'irrationnel nous gouverne. La France a emboîté le pas des U.S.A et de la Russie qui érigent en système « la politique post-factuelles »,

et « post-vérités ». L'extrême droite relayée par des media à forte audience distille sa mythologie du « grand remplacement » et d'un retour vengeur du destin qui ferait payer la colonisation.

Face à ces délire convoquons l'Histoire. Elle nous enseigne en effet que, dès lors qu'on commence à « compter et à trier des populations », les Totalitarismes et leurs horreurs sont déjà à l'œuvre.

Or, en choisissant « d'hurler avec les loups », au motif d'une pression électorale « frontiste », Macron joue avec le feu. Nous serons tous emportés par la vague qu'il aura lui-même réveillée.

On présente la mobilité des populations comme un phénomène ponctuel, une sorte de crise passagère qu'on promet de régler. Il n'en est rien, car le monde est devenu « une maison commune ». Le Capitalisme, avec sa soif de profits en est à décrire la libre circulation des personnes comme un effet pervers de celle des marchandises. Pendant qu'il compte et trie les humains pour sélectionner qui aurait le droit de jouir des richesses, nous risquons tous de disparaître à cause de sa folle avidité.

Ça n'est pas le nombre des immigrés qui est l'enjeu, mais la nature de la dynamique que nous souhaitons ensemble construire.



UNION DES GENNEVILLOIS-E-S

CHLORDÉCONE : UN SCANDALE SANITAIRE

→ Sonia
Blanc

En octobre dernier, une commission parlementaire a procédé à l'audition des ministres de l'outre-mer, de l'agriculture, de la santé et de la recherche, ainsi que des agences sanitaires, des experts scientifiques, des producteurs de bananes, des entreprises qui ont vendu ce pesticide, d'anciens élus locaux, et des associations de citoyens.

Cette commission a pour objet d'enquêter sur un scandale sanitaire français : le chlordécone.

De 1972 à 1993, en dépit de nombreuses alertes, l'Etat français a promu l'usage de ce pesticide en Guadeloupe et Martinique. Or, ce produit particulièrement toxique, a non seulement pollué les sols et les côtes à long terme (jusqu'à sept siècles), mais est également soupçonné d'être à l'ori-

gine de nombreux cancers de la prostate. Selon Santé publique France, 95 % des Guadeloupéens et 92 % des Martiniquais sont contaminés. Précisons qu'on retrouve le chlordécone dans l'eau, dans certains légumes, poissons et viandes.

En septembre 2018, après de nouvelles interpellations d'élus ultra-marins (dont le député martiniquais Serge Letchimy), Emmanuel Macron reconnaissait enfin que l'Etat devait « prendre sa part de responsabilité ».

En effet, alors que la toxicité du chlordécone était établie dès les années soixante-dix, entraînant son interdiction aux Etats-Unis ; la France encourageait son usage jusqu'en 1990. Pis encore, une dérogation gouvernementale permettait aux agriculteurs antillais de maintenir son utilisation jusqu'en 1993 !

Le rapport de la commission parlementaire est attendu pour le début de décembre. Espérons que celui-ci mettra en exergue les responsabilités et proposera un plan de dépollution réaliste et financé.

L'Union des Gennevillois-e-s soutient le principe de précaution et la lutte contre les pesticides dangereux et notamment le glyphosate, seuls garants d'une alimentation et d'un environnement sains pour toutes et tous.



LA FRANCE INSOUVERAINE - POUR UNE VILLE UNIE AU SERVICE DE TOUS

DES VALEURS POUR DÉCOR ?

→ Claire
Fiquet

Si nos belles valeurs de « Liberté, Egalité, Fraternité » sont inscrites sur les murs de nos mairies et écoles, la réalité est tout autre. Le passage à l'acte de Christine Renon, directrice d'école, qui se suicide par épuisement professionnel frappe aussi par le combat que relèvent chaque jour les personnels de l'enseignement : survivre au déficit de sens de leur métier suite aux innombrables restrictions, au poids de l'autoritarisme, des réformes successives et des tâches administratives.

Nous savons pourtant, à Gennevilliers comme ailleurs, l'importance qu'aurait un investissement fort de l'Etat pour l'Education nationale. De même pour le tissu associatif, le retrait des emplois aidés, le désengagement financier sont des non-sens, une mise à mort de

nombreuses associations qui agissent au quotidien dans les quartiers pour plus de solidarité, de fraternité et de lien social.

Chaque jour, nos vies se heurtent aux coups portés par ce gouvernement, sourd aux mobilisations. Toujours plus de profit pour les riches, toujours moins pour les autres : pouvoir d'achat, retraites, chômage, hôpitaux, santé mentale... Tout y passerait avec pour seule boussole la casse des services publics, tout ce qui fait notre système de solidarité.

Avoir supprimé l'ISF (impôt sur la fortune), c'est avoir gavé les plus riches de 2,9 milliards d'euros qui auraient pu servir à la collectivité. L'évasion et l'optimisation fiscale, ce sont 100 milliards d'euros détournés chaque année tandis que survivent péniblement celles et ceux dont les fins de mois commencent le 10.

Pour changer ce système mortifère nous n'avons pas d'autre choix que de continuer à nous mobiliser, à résister aux coups portés, à trouver des formes d'engagement collectif pour plus de justice sociale et pour que nos valeurs ne se réduisent pas à orner les murs des mairies et des écoles.

Contact : FI.fiquet.claire@gmail.com



LES RÉPUBLICAINS - DIVERS DROITE

JACQUES CHIRAC OU LA NOSTALGIE D'UNE ÉPOQUE RÉVOLUE

→ Jacqueline
Marichez-
Cléro

Personne, en France comme à l'étranger, n'oublie le courage dont il avait fait montre (en 2003) en refusant d'associer la France à une intervention militaire en Irak aux côtés notamment des Etats-Unis. Dominique de Villepin, alors ministre des Affaires étrangères, dans une interview à *Paris Match*, a rappelé ceci : « Chirac connaissait la guerre qu'il avait vécue en Algérie. Il savait ce que cela entraînait de drames et d'injustices. » Personnalité complexe, Jacques Chirac aimait les Français au point de se mêler au peuple avec délectation à l'occasion d'innombrables événements, dont le salon de l'Agriculture. C'était une « époque bénie » où l'on pouvait s'approcher d'un si haut

personnage sans avoir à franchir une muraille de gardes du corps.

Or, quelques jours après ces honneurs rendus à un président si aimé des Français, notre peuple a replongé dans l'angoisse d'un futur plus qu'incertain. Quatre policiers lâchement ont été tués lors d'un attentat en plein cœur de la République, la préfecture de Paris. Comment Mickaël Harpon, chargé de la maintenance des ordinateurs du renseignement parisien, n'a-t-il pas été détecté à temps alors qu'il avait sombré dans les abysses de la radicalisation de type salafiste ? « Curieusement », cet attentat est intervenu quelques jours après la « Marche de la colère » promue par des syndicats de policiers dans les rues de la capitale. Force est de constater que les forces de l'ordre font toujours davantage les frais d'un désordre « encouragé » par le pouvoir et d'un laxisme de la justice croissant. A Gennevilliers, nous constatons la montée de l'insécurité avec une recrudescence des cambriolages, aux Agnettes et à la cité jardin !!

CITOYENS ÉCOLOGISTES DÉMOCRATES ET INDÉPENDANTS

UN SITE INDUSTRIEL QUI PEUT ÊTRE UN GRAND DANGER POUR NOTRE VILLE...

→ Brice Nkonda et Ahcen Meharga

Beaucoup de Gennevillois-es ont oublié ou ne savent pas qu'il existe, au cœur de notre ville, un site industriel qui présente de nombreux risques tant pour la population, que pour l'environnement.

En effet, l'entreprise du Groupe Mersen (anciennement Carbone Lorraine) située sur une vaste superficie entre la rue Jean-Jaurès, le boulevard Camélinat et la rue Deslandes est répertoriée dans un rapport datant de 2016 comme site multirisques. Ainsi, on peut lire dans le document lié aux risques majeurs de la Préfecture des Hauts-de-Seine (DDRM 92) que

le site est recensé comme présentant trois risques majeurs : Risque Incendie, Risque Explosion et Risque Émanation Toxique. Il est d'ailleurs à noter qu'hélas en 2010, un incendie suivi d'une explosion a fait 1 mort et 12 blessés et qu'en 2015, un nouvel incendie d'un four dont la température peut monter jusqu'à 2000 degrés a entraîné l'évacuation des 320 salariés.

Force est de constater que cette activité n'est pas sans risque et, très attachés à la protection de nos concitoyens et de l'environnement, nous pensons qu'il est plus que souhaitable de délocaliser ce site dans une zone industrielle prévue à cet effet.

A l'aune de la récente catastrophe industrielle et écologique de Rouen, nous souhaitons appliquer plus jamais le principe de précaution et de responsabilité.

Les espaces de notre territoire communal tel que ce dernier doivent être dédiés à l'aménagement urbanistique de logements et de commerces pour un meilleur maillage de notre ville.